



Solidaires
CCRF & SCL



Madame la Directrice Générale,

A l'occasion de la cérémonie des vœux adressés à la DGCCRF, vous avez déclaré que « l'activité de terrain a souffert d'une organisation qui se révèle, à l'expérience, insuffisamment adaptée à l'exercice de notre mission... ». Il semble donc que vous découvriez aujourd'hui, après 3 années de participation active à sa démolition, que la DGCCRF est en ruine.

Les agents de Toulouse vont aujourd'hui vous rappeler à vos responsabilités en vous présentant le bilan de votre action à la tête de la DGCCRF et vos résultats très concrets dans la région Midi-Pyrénées.

Mme La Directrice Générale, vous avez pris la suite, en avril 2009, d'un Parent indigne qui n'avait de cesse de répéter que « tout ce que fera le gouvernement sera bien » et qui fidèle à cette maxime a laissé pratiquer la première amputation en permettant le transfert d'une partie des missions de la DGCCRF et de ses agents vers l'Autorité de la Concurrence.

Votre feuille de route, telle que rapportée alors par le mensuel « Capital » était alors « une mission de haut vol : réformer de fond en comble cette institution centenaire. Fusionner des services jusque-là très cloisonnés... supprimer une centaine de postes... » Avec des « ressources comptées et un budget amputé de 10% (232 millions d'euros).

Force est de constater aujourd'hui que vous avez effectué avec zèle cette politique de sappe. Non seulement vous avez appliqué strictement la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à retraite, mais vous avez également permis la dislocation de la DGCCRF et sa partition absurde entre DDI et DIRECCTE.

La règle du non remplacement d'un agent sur deux partant à la retraite combinée à la création du Pôle C laisse ainsi les départements de Midi Pyrénées totalement exsangues. Les chiffres sont là, incontestables :

En 2009, la région Midi-Pyrénées comptait 144 agents, en 2013 elle en compte 110. On peut rappeler notamment :

- Il y avait 13 agents en Ariège en 2009, ils sont désormais 6 ;
- Il y avait 13 agents dans l'Aveyron en 2009, ils sont aujourd'hui 8.
- Il y avait 12 agents dans le Gers en 2009, ils sont aujourd'hui 5 et seront 4 le mois prochain.
- Il y avait 9 agents dans le Lot en 2009, ils sont aujourd'hui 5 et seront demain 4;
- Il y avait 15 agents dans les Hautes-Pyrénées en 2009, ils sont désormais 8 ;
- Il y avait 17 agents dans le Tarn et Garonne en 2009, ils sont aujourd'hui 6.

Pensez-vous réellement, Madame la Directrice Générale, qu'il soit possible de remplir nos missions à 4 agents dans un département alors que le Ministre lui-même reconnaît que c'est

intenable ? Pensez vous également qu'il soit efficace d'exercer nos missions concurrence depuis Toulouse dans une région plus vaste que le Danemark ?

Les agents, les syndicats vous ont pourtant alertée, au long de ces années sur la nocivité des réformes engagées. Vous l'avez toujours niée. A chacun de vos déplacements en région, vous avez continuellement nié l'impact délétère de la partition DDI/DIRECCTE, affirmé que les liens étaient maintenus à l'identique, que la DGCCRF se réformait dans le bon sens et s'adaptait aux contraintes liées à la baisse de ses effectifs et de ses budgets.

Vous avez laissé s'instaurer des situations dans ces départements qui allaient à l'encontre des intérêts des agents, qu'il s'agisse des déménagements, des règlements intérieurs, des chartes diverses, de l'absence d'accès aux boîtes fonctionnelles de messagerie, toutes réformes qui allaient dans le sens d'une dégradation des conditions de travail des personnels et d'une perte d'identité. Dans bien des directions, les droits et garanties des agents, pourtant réaffirmés par Mme LAGARDE, ont été piétinés, malmenés, sans qu'à aucun moment vous ne daigniez vous y intéresser, aveugle et sourde à la souffrance et au désarroi des agents.

L'éclatement des agents au sein du pôle C, des DDI et des secrétariats généraux engendre clivages artificiels, difficultés de fonctionnement, et incompréhensions génératrices de tensions entre collègues, avec un pôle C ressenti comme surdimensionné et donneur d'ordre supplémentaire alors qu'il n'y a plus de lien hiérarchique entre Direccte et Dd(cs)pp. Un fonctionnement en réseau basé sur la confiance et l'échange était notre force et notre richesse. Il se traduisait par de l'efficacité et de la réactivité. Vous avez détruit cette communauté de travail.

Dans les DDI de Midi-Pyrénées, les troupes laminées n'ont plus que rarement un encadrement « maison ». Souvent il s'agit même de collègues inspecteurs qui assurent cette tâche, ce qui représente autant d'agents en moins sur le terrain.

Les statistiques et les indicateurs ne permettent plus de masquer la superficialité de certains contrôles. Faute de moyens, les véritables enquêtes d'investigation qui demeurent la voie majeure de détection des fraudes en matière de qualité et de sécurité ne sont plus menées correctement ; l'actualité récente illustre parfaitement ces carences.

Que dire de l'agonie des réseaux de contrôle ? Que dire des forces contraires qui s'exercent entre encadrement des DDI et Pôles C, comment oser qualifier de « communauté de travail » cette organisation aberrante et contre productive qui n'engendre que division frustration et rancœur? Que dire également de la perte de visibilité des structures Pôle C et DDI vis à vis des consommateurs?

Il est bien temps à présent de constater ces échecs, tandis qu'aucune perspective concrète de sortie de cette organisation absurde ne nous est proposée !

Il y a urgence et besoin de revenir à une administration régaliennne forte et unique, un véritable service public. Votre bilan en Midi-Pyrénées démontre hélas votre absence d'intérêt pour la sauvegarde des missions de la DGCCRF et votre absence totale d'empathie à l'égard des agents qui les accomplissent.

Vous nous parlez aujourd'hui de « Communauté de travail », une communauté, c'est un groupe dont les membres ont des intérêts communs. Non Madame la Directrice Générale, nous n'appartenons pas à cette même Communauté et vous êtes désormais une interlocutrice totalement discréditée avec laquelle nous ne souhaitons plus échanger.

Nous vous laissons donc avec les chaises vides représentant tous les agents de Midi-Pyrénées partis sans être remplacés. Ils sont le résultat, très concret, de votre politique d'abandon.

A Toulouse, le 21 février 2013